

**CONSEIL GENERAL DES ALPES-MARITIMES
ASSEMBLEE DU 18 OCTOBRE 2012
DELIBERATION MODIFICATIVE N°1 POUR 2012
INTERVENTION DE JEAN-RAYMOND VINCIGUERRA
POUR LE GROUPE SOCIALISTE RADICAL ET ECOLOGISTE**

Le Budget 2012 de notre collectivité a été voté à hauteur de 1.351,7 M€.

Cette année, on cherche en vain les nouvelles recettes de fonctionnement pour La DM1. Aucune nouvelle recette ne permet de la financer. En revanche la liste des diminutions des recettes surévaluées au BP est longue : moins 7 M€ de TIPP, moins 582 497 € de compensation de TP, moins 6 M€ de recouvrement d'aide sociale sur les Ets de Personnes âgées.

Quelques remarques sur ces chiffres :

Sur les 7 M€ de TIPP qui font défaut, rappelons que le précédent gouvernement et sa majorité, à laquelle vous apparteniez, avaient décidé d'asseoir le financement du RSA sur le volume des produits pétroliers vendus. Or, avec l'augmentation du coût du pétrole et la crise économique, les ménages regardent à deux fois avant de faire un plein, tandis que le nombre de personnes en difficulté ne cesse de progresser.

Sur les 582 497 de compensation de TP qui manquent à l'appel. Comment ne pas évoquer ici la réforme de la fiscalité locale que, là encore, le précédent gouvernement et sa majorité ont mise en place en 2010. La TP était pour notre collectivité la recette fiscale la plus dynamique. En la transformant en dotation, dotations que vous vous êtes empressés de geler pour 3 ans, vous avez mis nos collectivités sous l'étouffoir. Nous en voyons les conséquences aujourd'hui.

Sur le défaut de recettes de 6 M€ sur le recouvrement d'aide sociale sur les établissements de personnes âgées, on s'étonne un peu. Vous aviez mis en œuvre en 2010 et 2011 une expérience qui a été généralisée en 2012. Il s'agit pour le département de ne plus faire l'avance aux Ets mais de ne payer que le « reste à charge ». Cette mesure devait, - je cite - *« offrir au Département, une garantie de prise en compte des recettes, en temps réel, accélérer très sensiblement le recouvrement de ces recettes »* ! Dès 2011 le différentiel était de moins 3.5 M€. Cette année, qui est celle de la généralisation de l'expérience, le différentiel est de moins 6 M€ !

Il est parfois des expériences dont les résultats échappent à leurs auteurs, il semble que ce soit le cas ici.

Quoiqu'il en soit, la DM 1 s'équilibre en recettes et dépenses à hauteur de 8,2 M€, ce qui est assez négligeable. Le fait qu'une DM1 de faible montant soit le signe de bonnes prévisions budgétaires est plus que discutable cette année.

Revenons donc à nos 8,2 millions d'euros. Comment utiliser au mieux cette somme au bénéfice des habitants de notre département ?

En page 2 et 3 de votre rapport, vous nous présentez les dépenses nouvelles, toutes liées aux réformes du précédent gouvernement, appliquées localement sans réserve :

- + 4 M€ pour les allocations RSA,
- + 3.45 M€ de complément au fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux
- + 5,6 M€ de transfert de ressources à la Métropole compensé par la diminution de 4,1 M€ d'intérêts et 1,5 M€ de capital)

Nous arrivons à un total de dépenses nouvelles de fonctionnement supérieur aux recettes de fonctionnement, ce qui est toujours mauvais signe.

Mais reprenons votre présentation par Missions ; et voyons leur évolution par rapport au vote initial du budget

Que note-on ?

+ 5.4 M€ sur l'action sociale, soit 1.1 % de plus qu'au budget primitif

+ 2.1 M€ sur l'aménagement du territoire, correspondant à 0.8 % de plus qu'au budget primitif.

+ 6.6 M€ sur la Métropole, soit 12.8 % de plus que lors de prévisions budgétaires

On remarque, tout de suite où vont les priorités : la Métropole emporte le gros de la « manne ».

Mais allons un peu dans le détail :

Un rappel tout d'abord, sur l'action sociale, compétence première du département : elle correspond au BP 2012 à 53 % de nos dépenses réelles de fonctionnement.

Ce chiffre est à comparer aux 63 %, moyenne des départements de plus d'un million d'habitants. Nous sommes donc, bien en dessous.

La crise nous aurait-elle un peu épargnés ? A moins qu'il ne s'agisse des résultats de la lutte acharnée contre la fraude aux aides sociales ?

Hélas et malgré vos récentes déclarations dans la presse sur les économies de 7.2 M€ réalisées par le département sur le RSA, nous sommes dans l'obligation de voter aujourd'hui, sous la pression des difficultés économiques et du nombre de bénéficiaires du RSA, une augmentation de 5 M€ des allocations versées.

Les explications en commission des finances sur les économies réalisées, dont on ne retrouve, à notre grand étonnement aucune trace en recette budgétaire, méritent d'être rapportées ici : les 7.2 M€ correspondent en fait à des « anticipations de fraudes » ! Je voudrais vous dire solennellement ici que s'il est tout à fait de votre devoir et responsabilité de poursuivre les fraudeurs et de contrôler les dossiers, comme le font tous les départements de France, tout à fait d'accord pour rechercher la fraude, moins d'accord pour faire de la communication stigmatisante. Vous nous obligeriez en y mettant un terme. Par contre, nous sommes tout à fait preneurs d'une démarche de projet accompagnée de bilans et d'orientations fondées sur ces bilans.

Pour le reste, comme je l'ai souligné, la mission aménagement du territoire se voit globalement dotée de 2.1 M€ d'euros de plus par rapport au BP 2012. Au seul bénéfice de la politique du logement, en progression de 4.7 M€. C'est heureux au regard des besoins dans ce domaine mais reste très insuffisant comparé aux 36 M€ du BP 2010 et aux 40 M€ de 2009.

Enfin la Métropole. Vous aviez inscrit 51.6 M€, au budget primitif, nous sommes arrivés aujourd'hui à une inscription de 58.2 M€, soit 6.6 M€ correspondant tout de même à 80 % des crédits disponibles pour cette DM1.

Je voudrais enfin évoquer ici les infrastructures routières qui constituent également une mission du Conseil Général.

Aucune augmentation par rapport au BP. Cependant, deux des politiques qui la composent, connaissent des progressions totalement inverses.

Les Points noirs routier, inscrits au BP 2012 à hauteur de 13.2 M€ baissent de 9 % en DM alors que la politique hors programme inscrite pour un montant de 11.3 M€ au BP connaît une progression de 11 % dépassant pour la première fois la politique pluriannuelle de résorptions des points noirs routiers.

Ceci montre que nous avons abandonné la programmation pluriannuelle et structurante des infrastructures routières de notre département au bénéfice du au cas par cas, c'est-à-dire l'absence même de politique.

Et ce ne sont pas les Orientations Budgétaires pour 2013 que vous nous présentez qui sont en mesure de nous rassurer. ...

Vous nous mettez tout de suite dans l'ambiance : « les recettes dont disposera le département seront en baisse ».

Vous évoquez le projet de loi de finances 2013 sans rappeler les réformes évoquées plus haut dans mon propos. Outre, la crise économique, à quel Gouvernement devons nous l'étranglement financier des collectivités locales ? et localement les 998,9 M€ d'encours de dette ? Si ce n'est à vous et votre majorité ?

Par ailleurs, il est cocasse de voir vos prévisions budgétaires basées sur des sources ADF, alors que notre département ne payant plus ses cotisations depuis 2009 vient d'être définitivement radié des membres de l'Association des Départements de France à l'unanimité de sa dernière assemblée ordinaire.

Pour conclure sur le sujet de la DM1 et pour les raisons que je viens de tenter d'exposer, nous ne pouvons pas approuver la DM1 :

- Elle vient corriger à la marge, un budget auquel nous nous sommes déjà opposés
- De surcroît elle constate bien trop d'erreurs d'appréciations contenues dans ce budget primitif.

